

ULB : le master qui valait 50.000 dollars

L'ULB s'associe avec la Georgetown University de Washington pour proposer un nouveau master en économie politique en 12 mois. Le tarif est tout aussi américain, soit 50.000 dollars.

C'est probablement à ce stade, la formation supérieure la plus onéreuse jamais organisée par une université francophone : 50.000 dollars sonnants et trébuchants pour un master complémentaire en « Political economy » à l'ULB. Cinquante mille dollars, au taux de change actuel, ça représente 57 fois le minerval habituellement réclamé sous les cieux belges francophones. Mais voilà, la formation en question ne se donne ni dans le cadre de l'enseignement subventionné habituel, ni tout à fait sous le ciel belge. On parle en effet ici d'un certificat facultatif sanctionnant un « Advanced master in political economy ». Dit autrement, de l'autre côté de l'Atlantique, un « Joint advanced master's degree in political economy ». Quoi qu'il en soit, ledit certificat est le résultat d'une joint-venture entre la Solvay Business School (l'école de gestion de l'ULB) et la Georgetown University de Washington. Qui dit joint-venture, dit co-diplomation : un seul diplôme mais deux sceaux universitaires prestigieux.

« C'est de la formation continue non subventionnée, ce qui justifie le prix »

BRUNO VAN POTTELSBERGHE

« L'idée vient de nos confrères de Washington, concède Bruno Van Pottelsberghe, doyen de la Solvay Business School. Il s'agit de mettre au point une collaboration entre deux universités dont la formation en économie est reconnue. Pourquoi Washington et Bruxelles ? Parce que la première abrite les institutions gouvernementales américaines, le FMI, la Banque mondiale... De son côté, Bruxelles est le cœur des institu-

tions européennes et à deux pas de capitales qui hébergent des entreprises financières importantes (Paris, Londres...). »

On est bien ici sur un master complémentaire, a priori réservé aux détenteurs d'un premier diplôme obtenu au terme d'un parcours universitaire classique. « Ce sera une formation très avancée, donnée par des personnalités pointues. Elle est essentiellement orientée recherche appliquée et donnera l'occasion aux étudiants d'être en contact étroit avec les institutions internationales. » Au programme : 480 heures de cours réparties deux tiers/un tiers entre Bruxelles et Washington. Par contre, la charge des cours fait l'objet d'une répartition 50/50 entre les deux universités, ce qui suppose que des professeurs américains fassent le déplacement dans la capitale de l'Europe.

Le tout, donc, pour 50.000 dollars (47.275 euros)... Une somme astronomique dans le petit monde académique belge mais « habituelle » pour le public américain où les universités relèvent plus de la gestion privée que de l'enseignement subventionné. « Nous aurions souhaité tirer ce prix vers le bas, mais nous avons dû nous aligner sur les standards US, assure le doyen de Solvay. De quoi mettre en péril la sacrosainte liberté d'accès à l'enseignement de ce côté de l'Atlantique, particulièrement en Belgique francophone ? « Ne nous y trompons pas. Nous ne sommes pas ici dans le cadre de l'enseignement subventionné. Notre rôle sociétal et de formation est rempli dans le cadre des masters classiques. Ici, c'est une formation spécialisée, pour laquelle nous ne recevons pas de subvention. Et puis, nous

comme nous visons une participation internationale, il est logique que l'on adopte les standards américains en la matière. »

Le doyen finit de rassurer en pointant la destination des éventuels bénéfices de l'opération : « L'objectif est de les affecter à des projets recherche, nous pourrions financer la présence de post-doctorants ou de jeunes professeurs supplémentaires sur le campus. Par ailleurs, des formateurs du master pourraient intervenir dans d'autres cours. Sans compter qu'avec de telles opérations, nous contribuons aux coûts d'infrastructures de l'université : 15 % des recettes de ces certificats retournent directement dans la caisse de l'université ».

Avec quel diplôme au bout du compte ? Avec un certificat de type « advanced master ». « Rien à voir avec un diplôme d'Etat. Le financement public nous

donne des ressources auxquelles est liée notre mission sociale : nous diplômons de milliers d'étudiants chaque année en fonction des normes de la Fédération Wallonie-Bruxelles. Dans le cas présent, nous sommes sur un îlot de collaboration internationale, comparable à un MBA. C'est de la formation continue non subventionnée – comme il en existe dans toutes les facultés de toutes les universités (lire ci-dessous) – ce qui justifie le prix.

Si le public belge veut une formation en économie, il a l'embarras du choix puisque les universités offrent des bacs et des masters d'excellente réputation, mais s'il veut un diplôme américain – et c'est bien de cela dont on parle – il nous faut nécessairement sortir des normes belges. » ■

ÉRIC BURGRAFF

RÉACTIONS

Marc Lits (UCL) : « Cela ne me choque pas »

« Il faut savoir que des formations de ce type existent depuis de très nombreuses années, explique Marc Lits, prorecteur de l'UCL. A l'UCL, nous offrons près de 150 certificats différents. Ce sont des programmes assez courts destinés à des remises à niveau ou à la découverte de nouveaux produits. Ils comportent une dimension professionnelle évidente mais la connexion est de plus en plus fréquente avec les masters classiques : d'une part, on peut parfois les valoriser dans un master diplômant, d'autre part, c'est une manière d'entrer dans une reprise d'étude. Certes, les coûts sont parfois élevés - de quelques centaines d'euros à 5.000 ou 6.000 euros, voire plus pour un MBA (Master of Business Administration) - mais il faut intégrer

le fait qu'il n'y a pas ici de financement public. Le minerval doit couvrir le coût réel : rémunération des formateurs, usage des locaux et frais administratifs. Des entreprises offrent régulièrement ces formations à leur personnel. Le cas précis du certificat de la Solvay Business School ne me choque pas, ce sont les tarifs américains qui ont prévalu. C'est un programme de niche pour du personnel en activité, cela ne concerne pas les jeunes étudiants. »

E.B.

Maxime Mori (FEF) : « Ça me scandalise ! »

« La connotation internationale comme argument pour vendre un diplôme à ce prix, ça me fait rire !, déclare Maxime Mori, président de la Fédération des étudiants francophones (FEF).

Le coût reste trop élevé pour la Belgique fran-

cophone, donc inaccessible au plus grand monde. Ça pose vraiment question : en fait, on importe chez nous (où le modèle est public) les tarifs d'enseignement des pays anglophones (où le modèle est privé). 50.000 euros, c'est fort, trop fort. De manière générale, une formation à ce prix, même à titre exceptionnel, ça me scandalise car cela participe à une dynamique générale de l'augmentation du coût des études.

Il est par ailleurs intéressant de lier ce dossier à celui des droits d'inscription exorbitants que les universités peuvent désormais réclamer aux étudiants internationaux hors Europe. Même limités à 12.000 euros, ces droits en hausse ont eu des effets sur l'accès. C'est un peu comme si l'aura internationale d'un établissement devait passer désormais par le coût élevé des études. De plus, une question reste entière : un prix élevé est-il synonyme de meilleure qualité qu'un prix accessible à tous ? Permettez-moi d'en douter. »

E.B.

les étudiants « Cher, mais plutôt destiné aux entreprises »

Le montant les fait un peu sourire. « Ah oui, très clairement, 50.000 euros, c'est un budget conséquent ! », estime Emmanuel, en train de bosser avec trois camarades sur un banc du rez-de-chaussée du R42, le bâtiment Solvay du campus du Solbosch.

« Je ne me vois mal me lancer dans ce genre de projet », estime le jeune homme en dernière année de master. Manon, son amie, embraye : « C'est vrai que les MBA ne sont pas si rares. Cela peut permettre de différencier son CV, mais je ne suis pas certaine que le rapport qualité/prix soit si intéressant. 50.000 euros, c'est une sacrée somme à sortir. Surtout que l'on ne connaît pas encore la qualité de la formation vu qu'elle vient d'être mise en place. »

Sylvain, lui, y voit un intérêt limité : « Solvay a déjà une bonne réputation à l'international, mais surtout en Belgique. La formation, bien que généraliste, est reconnue et sur le marché belge, un MBA d'une université étrangère et qui n'a pas valeur de diplôme n'est pas spécialement un plus. Cela sert surtout à se spécialiser. »

Expérience professionnelle

Dans les couloirs du bâtiment, Axelle et Manon mangent un bout entre deux cours. Elles restent dubitatives par rapport à ce certificat. « Oui, j'en ai entendu parler mais j'ignorais que le coût était si élevé », avoue Axelle.

Les deux étudiantes en MA1 estiment que de toute façon, ce

genre de formation ne s'adresse pas vraiment aux étudiants. « Souvent, pour les MBA, ce n'est pas l'étudiant qui les paye. Ni ses parents. C'est plutôt une formation qui est destinée aux entreprises, estime Manon. La jeune fille de 21 ans a même consacré un travail universitaire sur cette fameuse question. Une boîte propose ce cursus à certains de ses employés et cadres. Souvent, ces cours demandent une expérience professionnelle avant de permettre l'inscription. Et l'investissement vaut le coup. Cela peut représenter une différence de 170 % par rapport au salaire de base. »

« Je comprends tout de même les critiques, reconnaît son amie. Cela peut inquiéter de voir de tels prix émerger. Avec d'un côté le

cursus standard subventionné par la Communauté et de l'autre un cursus hors de prix que seuls les plus riches peuvent se payer. Mais encore une fois, je pense que cela est destiné plutôt aux pros qu'aux étudiants. »

Dans le cercle de Solvay, Hakim, en dernière année, ne dit pas autre chose. « Ce genre de programme sert à former des élites. Mais il faut déjà une carrière derrière soi pour en profiter. Cela permet aux entreprises d'y envoyer un cadre sorti il y a une vingtaine d'années de l'unif pour qu'il se remette à jour. »

En tout cas, à ce prix, il semblerait que les étudiants de Solvay ne soient pas prêts à se ruer sur la formation. ■

THOMAS CASAVECCHIA